

Initiatives ministérielles

pas une réduction réelle du déficit parce qu'on l'a simplement déplacé d'Ottawa vers les provinces.

Devant cette situation, les provinces, elles, doivent effectuer les coupures, en payer le prix politique et ce sont elles qui doivent expliquer aux gens comment on va réduire le déficit. On leur demande donc une tâche considérable. Ici on s'en lave les mains en disant: «Voilà, on règle où on améliore les finances publiques.» Une partie est illusoire.

L'autre partie qui est illusoire, c'est le compte d'assurance-chômage. Depuis cinq ans, le Régime d'assurance-chômage est financé par les employés et les employeurs, ce qui veut dire que sur un chèque de paye, les travailleurs assurés paient des cotisations à l'assurance-chômage et leur employeur en paie. Le gouvernement ne met strictement rien dans la Caisse de l'assurance-chômage. C'est payé et financé uniquement par les employés et l'employeur.

Cette méthode de financement ayant été créée en 1990, étant arrivée dans des années où on était en récession, elle était déficitaire et le gouvernement épongeait le déficit. Les trois premières années, cette caisse-là était déficitaire, ce qui l'a amenée à cumuler une dette pour les trois premières années. Depuis 1994, avec la série de réforme à l'assurance-chômage, la Caisse de l'assurance-chômage a affiché des surplus. Cette année, elle aura un surplus d'environ cinq milliards de dollars.

Donc, si son regarde pour la période des cinq années d'existence, depuis qu'il s'agit de cotisations employé-employeur, la Caisse de l'assurance-chômage, au cumulatif à la fin de cette année, terminera avec un surplus d'environ 1,2 milliard de dollars. Ce n'est donc pas une caisse qui aurait été déficitaire pour ces cinq années-là.

L'année prochaine, on prévoit encore un surplus de cinq milliards de dollars. Le cumulatif va l'amener au-delà de six milliards de dollars de surplus. Le ministre des Finances n'annonce pas d'intention que soit il va modifier les bénéfices, soit il va réduire les cotisations des employés et des employeurs l'année suivante, pour stabiliser, ne pas laisser croître un surplus qui, dans trois ans, pourrait atteindre 11 milliards de dollars dans cette caisse financée par les employés et les employeurs.

Il faut savoir que le gouvernement récupère ce surplus pour donner l'impression de réduire son déficit. Si on n'avait pas l'assurance-chômage dans les livres cette année, le déficit serait de 37,7 milliards de dollars.

Il faut bien comprendre que le jour où il y a une caisse équilibrée, par exemple si c'était le cas cette année, le déficit serait de 37,7 milliards de dollars. Il faut faire une comptabilité différente, non seulement une comptabilité mais une caisse différente, où on a un régime plus équilibré qui vise à faire en sorte que le gouvernement ne se serve pas de la Caisse de l'assurance-chômage pour créer une taxe indirecte sur l'emploi.

Nous ne sommes pas d'accord—et je vais conclure là-dessus parce que le temps me manque—sur le fait que le gouvernement ait essentiellement réduit son déficit par les paiements de transfert, par des modifications à la Caisse de l'assurance-chômage. Là il devra s'attaquer de façon réelle à d'autres problèmes qu'il a. Il faudra regarder de façon réaliste la fiscalité des entreprises,

qu'on regarde véritablement la revue des programmes pour voir ceux qui ne sont plus indispensables.

• (1315)

C'est comme cela qu'on en arrivera à une solution plus globale, plus permanente et plus stable que simplement du maquillage comptable ou en transférant le tout sur le dos des provinces et ainsi ne pas régler le problème de fond.

C'est pour cela que nous essaierons, dans notre rapport, de traduire cet esprit—là afin de s'assurer que le gouvernement va s'en aller dans la bonne voie au niveau de la réduction de son déficit.

[Traduction]

Mme Dianne Brushett (Cumberland—Colchester, Lib.): Monsieur le Président, en février, le ministre des Finances a mis le cap sur la réduction du déficit et sur la croissance économique. Le budget portait sur les priorités nationales et fixait des objectifs d'équité et de crédibilité. Nous avons atteint ces objectifs.

En 1993-1994, le ratio du déficit au PIB se situait à 5,9 p. 100. Cette année, il passera à 4,2 p. 100 et nous sommes presque certains d'atteindre notre objectif, soit un déficit égal à 3 p. 100 du PIB d'ici 1996-1997. C'est une bonne nouvelle pour les Canadiens, car nous tenons le cap et nous avons atteint nos objectifs.

Cette semaine, le ministre des Finances a établi un nouvel objectif sur deux ans, soit un déficit égal à 2 p. 100 du PIB d'ici l'exercice 1997-1998. Ainsi, le déficit pour cette année-là se situera à environ 17 milliards de dollars. Le besoin d'emprunt sera à son niveau le plus bas depuis 1969. C'est une réalité plausible de la part du ministre des Finances du gouvernement actuel.

Certains disent que nous devrions effectuer des compressions plus fortes et plus rapides en prenant des moyens radicaux. Cependant, la dette et le déficit ne sont pas apparus du jour au lendemain et nous ne pouvons pas les réduire du jour au lendemain. Nous tenons solidement le cap et nous obtenons des résultats. Avec une prévision d'un taux de croissance d'au plus 2,5 p. 100 l'année prochaine et une maîtrise de l'inflation et des salaires, nous devons poursuivre dans la voie que nous nous sommes tracée pour réduire le déficit, tout en stimulant la création d'emplois.

Au comité, nous avons passé les derniers mois à écouter les Canadiens et, ce qu'ils nous demandent, c'est d'être justes et équitables dans tous les changements et toutes les compressions que nous faisons. Nous gagnerons l'affection de notre pays et le respect de tous les Canadiens si nous, le gouvernement, demeurons fidèles à nos valeurs libérales. Ces valeurs, soit l'honnêteté, l'ardeur au travail, l'équité, la tolérance et la compassion, doivent prévaloir dans l'élaboration d'un plan pour lutter contre le déficit et la dette du Canada.

Les libéraux forment un parti politique du centre. Nous évitons les politiques radicales et destructives de l'extrême droite et compenserons avec compassion les politiques de l'extrême gauche. Margaret Thatcher a déjà fait remarquer qu'il était très dangereux de rester au centre d'une rue. On risque de se faire frapper des deux côtés.